



## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

## DE BRASILIA

Semaine du 27 octobre au 03 novembre 2022

## Résumé :

- Lula a remporté de justesse les élections présidentielles au Brésil et devra fait face à une série d'arbitrages pour pouvoir adopter son programme électoral
- Le Brésil est la troisième destination mondiale des IDE au premier semestre de 2022
- Le gouvernement fédéral a dégagé un excédent budgétaire de 11 Mds BRL en septembre
- L'activité industrielle baisse de -0,7 % en septembre par rapport à août et montre des signes de ralentissement
- Evolution des marchés du 27 octobre au 03 novembre 2022

## LE CHIFFRE À RETENIR

**70 MDS BRL**  
(14 MDS EUR)

Coût estimé des deux mesures phares du programme de Lula :  
1/ Pérennisation de l'augmentation des transferts sociaux à 600 réais plus 150 réais par enfant de moins de 6 ans ;  
2/ Hausse du salaire minimum 1,3% au-delà de l'inflation en 2023.

## Evolution des marchés du 27 octobre au 03 novembre 2022

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1.1%	+11.6%	117 041
Risque-pays (EMBI+ Br)	+1pt	-66pt	260
Taux de change R\$/USD	-3.0%	-9.9%	5.12
Taux de change R\$/€	-6.0%	-22.3%	4.98

\* Données du jeudi à 17h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

## Lula a remporté de justesse les élections présidentielles au Brésil et devra fait face à une série d'arbitrages pour pouvoir adopter son programme électoral

Le second tour des élections présidentielles au Brésil, qui s'est tenu le 30 octobre dernier, a consacré Luiz Inácio Lula da Silva à la tête du pays, élu pour la troisième fois après deux mandats entre 2003 et 2010. Ces élections ont été les plus polarisées de l'histoire du pays, avec une victoire de justesse face au président sortant Jair Bolsonaro. Lula a obtenu 60,346 M de votes (50,9% des votes valides) contre 58,206 M pour son opposant (49,1%).

Immédiatement après la déclaration des résultats, les principales institutions démocratiques du pays - la Chambre des députés et le Sénat (pouvoir législatif), le Tribunal supérieur électoral et la Cour supérieure de justice (pouvoir judiciaire) - ont déclaré la victoire de Lula. Cependant, le président sortant a attendu deux jours pour accepter d'engager officiellement la transition gouvernementale, déclarant respecter la constitution du pays. Il a ainsi mis fin au suspense concernant une éventuelle remise en cause de la démocratie brésilienne.

Le futur gouvernement devra manœuvrer pour obtenir une majorité au Congrès, qui est sorti divisé des élections. La nouvelle coalition gouvernementale compte, pour l'instant, 128 députés sur un total de 513 sièges, dont 68 issus du parti du président élu, le *Partido dos Trabalhadores* (PT), dans la nouvelle chambre qui entrera en fonction l'année prochaine avec le nouveau président. En face, la coalition d'opposition liée au président sortant comptera 190 députés, dont 99 du Parti libéral (PL) de Jair Bolsonaro. L'équilibre de force est davantage tendu dans le Sénat fédéral où le PT de Lula dispose de 9 sièges sur un total de 81, contre 13 pour le PL. Les négociations au sein du Congrès fédéral pourrait donc constituer un obstacle important à la mise en œuvre du programme et des principales réformes attendues par le nouveau gouvernement.

Le premier défi de Lula est ainsi d'amender le projet de loi de finances (*Projeto de Lei*

*Orçamentaria Anual - PLOA*) afin d'assurer le financement de son programme gouvernemental. Ce projet de loi a été envoyé par le gouvernement actuel le 31 août dernier et est en cours de discussion au Congrès.

Les deux priorités du nouveau gouvernement sont actuellement de dégager de l'espace budgétaire pour financer la pérennisation de l'augmentation des transferts sociaux à 600 réais (*Auxilio Brasil* qui changera de nom pour *Bolsa Familia*), contre 400 réais auparavant, et d'augmenter le salaire minimum de 1,3 % au-delà de l'inflation. L'augmentation des transferts a été accordée par Bolsonaro lors de la dispute électorale. Elle était budgétée pour 2022 mais pas pour les années à venir. Le coût est estimé à 52 Mds BRL (10,4 Mds EUR). Lula entend également l'enrichir d'une allocation supplémentaire de 150 réais par enfant de moins de 6 ans au foyer, pour un coût supplémentaire de 18 Mds BRL (3,6 Mds EUR). Enfin, la hausse du salaire minimum est estimée à 6,2 Mds BRL (1,2 Mds EUR).

De nombreuses incertitudes subsistent quant au coût total des mesures annoncées par Lula. Les chiffres actuellement en circulation varient considérablement (144,4 Mrd BRL selon l'Institut national du budget public – l'Inop - juste avant les élections, 175,2 Mrd BRL selon certains médias).

Parmi les mesures les plus importantes, la correction du barème de l'impôt sur le revenu proposé par le PT (exemption d'impôt jusqu'à 5000 BRL par mois) entraînerait une perte de recettes comprise entre 21,5 Mds BRL (en ne considérant que la correction de la fourchette d'exemption) et 106,5 Mds BRL (si toutes les fourchettes sont ajustées uniformément). La reformulation du système de prix des carburants reste également une inconnue. Lula devrait maintenir les baisses d'impôts actuellement en vigueur, avec un manque à gagner de 52,9 Mds BRL (réduction du PIS/Cofins et du Cide sur l'essence, l'éthanol et le gaz de véhicules et réduction du PIS/Cofins sur le diesel, le gaz de cuisine et la paraffine d'aviation). A moyen terme, Lula devrait mettre en œuvre une nouvelle politique de prix pour le secteur.

**Parmi les autres promesses à budgétiser, le programme prévoit la mise en œuvre du projet *Poupança Mais Educação* (création d'un compte d'épargne de 5000 BRL pour les jeunes à faible revenu qui terminent leurs études secondaires) pour un coût de 4,7 Mds BRL, ou encore l'élimination des files d'attente dans le système de santé publique (notamment les opérations chirurgicales, les consultations et les examens qui n'ont pas été effectués pendant la période de pandémie) pour un coût estimé à 8 Mds BRL par l'Inop. En outre, l'augmentation des salaires des fonctionnaires promise par Lula est difficile à quantifier.** La réserve de 11,6 Mds BRL prévue actuellement à cet effet ne permettrait qu'une augmentation de 4,6%, loin derrière l'inflation cumulée depuis 2018, date de la dernière augmentation. Lula souhaite également rétablir le programme de logement *Minha Casa e Minha Vida*, qui sera destiné aux familles à faible revenu.

**Enfin, tous les mesures du programme du nouveau gouvernement ne sont pas à budgétiser mais nécessitent d'un capital politique important.** Parmi celles-ci figure la réforme du marché du travail, qui prévoit l'abrogation et la révision de la réforme adoptée par le gouvernement Temer il y a cinq ans. Il en va de même pour la réforme fiscale promise par le PT, qui prévoit la création d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur la consommation, avec la réduction ou l'abrogation des impôts indirects tels que l'ICMS et l'IPI. La réforme vise à compenser la perte de recettes par la création d'un impôt sur les grandes fortunes.

### **Le Brésil est la 3<sup>ème</sup> destination mondiale des IDE au premier semestre de 2022**

**Le Brésil a reçu 56 Mds USD d'investissements directs étrangers (IDE) au cours du premier semestre de 2022, ce qui le classe au troisième rang des pays récepteurs de ces flux au niveau mondial.** C'est ce qui ressort d'un rapport publié cette semaine par l'Organisation de Coopération et Développement Economiques (OCDE) sur les statistiques relatives aux IDE. Les Etats-Unis (149 Mds USD) et la Chine (148 Mds) suivent en tête du classement, tandis que l'Australie (46 Mds) et les

Pays-Bas (41 Mds) se placent juste après le Brésil dans le palmarès. L'Inde (34 Mds) et le Mexique (28 Mds) sont les autres pays émergents figurant parmi les dix principales destinations mondiales des flux d'investissements externes.

**Les flux d'IDE vers le Brésil ont augmenté de 128,2 % par rapport au premier semestre de 2021,** lorsque le pays a reçu 24,2 Mds USD d'investissements et était la 5<sup>ème</sup> principale destination mondiale. Par rapport à la même période de 2019, avant la crise du COVID, cette hausse est de 192%. En outre, les flux des six premiers mois de 2022 ont déjà dépassé le montant total des flux reçus en 2021 (50,4 Mds USD sur les douze mois entre janvier et décembre).

**Pour les flux sortants, le Brésil se classe au 13<sup>ème</sup> rang avec 21,2 Mds USD d'investissements à l'étranger au cours du premier semestre de l'année,** en hausse de 62% par rapport à la même période de 2021 (13,1 Mds). Le pays se classe ainsi juste après l'Espagne (21,2 Mds) mais avant la France (18 Mds).

Le Brésil étant toujours en cours d'adhésion à l'OCDE, les données détaillées sur l'origine géographique et sectorielle des flux ne sont pas publiées. **En 2020, sur un stock total d'IDE de 564 Mds USD dans le pays, la France est le cinquième investisseur étranger avec 31,1 Mds USD d'investissements au Brésil** (données CDIS du FMI). Arrivent en tête les Pays-Bas (112,4 milliards USD), les États-Unis (105,3 milliards), le Luxembourg (55) et l'Espagne (53). Il faut toutefois noter que les Pays-Bas et le Luxembourg sont connus pour réorienter les flux d'investissement mais ne sont pas forcément à l'origine des opérations. Ainsi, en considérant le contrôleur ultime du capital, la France est le troisième investisseur étranger au Brésil, et détient 6% du total d'actifs étrangers dans le pays (données de la BCB).

### **Le gouvernement fédéral a dégagé un excédent budgétaire de 11 Mds BRL en septembre**

**Le résultat primaire du gouvernement fédéral brésilien pour le mois de septembre, qui exclut les**



**payements d'intérêt sur la dette publique, est en excédent de 10,95 Mds BRL (2,2 Mds EUR),** contre un excédent de 0,59 Mds BRL sur la même période de 2021. Il s'agit du meilleur résultat depuis 2010 et le cinquième meilleur résultat depuis le début de la série en 1997 (chiffres corrigés de l'inflation).

**Ce résultat s'explique par la hausse de 9,3% des recettes en termes réels** (par rapport à septembre 2021), notamment en raison du versement des dividendes de Petrobras pour un total de 12,6 Mds BRL, mais aussi par la hausse des recettes de l'exploitation des ressources naturelles (+31,5%) et de l'impôt sur le revenu (+7,4%). Cette hausse se profile dans un contexte marqué par une baisse de certaines recettes liée à la politique fiscale du gouvernement pour lutter contre l'inflation (avec des baisses de -22,4% pour l'impôt sur les produits industriels ou -5,2% pour le Cofins). **Les dépenses ont diminué de 1,1% en termes réels**, bénéficiant de la baisse des crédits extraordinaires (-55,5%) et des dépenses discrétionnaires (-20,7%), en raison de la réduction des dépenses liées à la pandémie.

**En cumulé, entre janvier et septembre 2022, le résultat primaire du gouvernement présente un excédent de 33,8 Mds BRL (soit 0,34% du PIB), en nette amélioration par rapport à la même période de 2021** où le résultat du gouvernement central était en déficit de 81,6 Mds BRL. En termes réels, les recettes nettes ont augmenté de 153,7 Mds BRL (+12,4%) tandis que les dépenses ont augmenté de 29,3 Mds (2,2%). **Le rythme de progression des résultats fiscaux devrait toutefois se réduire à la fin de l'année**, en raison de la hausse des dépenses liées aux transferts (Auxilio Brasil) et à la baisse des recettes liées aux impôts sur les carburants notamment.

**L'activité industrielle baisse de -0,7 % en septembre par rapport à août et montre des signes de ralentissement**

**La production industrielle a reculé de 0,7 % en septembre par rapport à août**, selon les chiffres publiés par l'IBGE. Ce résultat s'explique principalement par la forte baisse dans l'industrie manufacturière (-1,3% en glissement mensuel), tandis que les industries extractives ont partiellement

rebondi (+1,8%) après une baisse le mois précédent. **En glissement annuel, l'activité est en légère hausse de +0,4%.**

**La baisse de l'activité industrielle a été généralisée. En effet, seules 4 des 25 grades activités industrielles suivies par l'IBGE ont progressé**, dont la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (+1,3%), la fabrication de machines et d'équipements (+2,2%) et la fabrication d'autres matériels de transport, à l'exception des véhicules automobiles (+2,7%). Parmi les plus grands reculs figurent la fabrication de produits en bois (-8,8%) ou encore la métallurgie (-7,6%). L'indice de diffusion a décéléré ainsi à 19% (contre 65% précédemment). En termes de contribution, les industries extractives (+0,20 p.p.) et les machines et équipements (+0,11 p.p.) ont le plus contribué positivement, tandis que la métallurgie (-0,41 p.p.), les produits alimentaires (-0,41 p.p.), le coke de pétrole et de biocarburants (-0,27 p.p.) et les boissons (-0,15 p.p.) ont les plus fortes contributions à la baisse de l'indice général.

**En termes trimestriels, la production industrielle a terminé le troisième trimestre avec un recul de 0,3% par rapport au deuxième trimestre de 2022.** Il s'agit du premier chiffre négatif depuis la même période de 2021.